

Dossier réalisé par
Florence Loriaux (Carhop)
Avec Philippe Taquet

Berlin, histoire d'un Mur

9 novembre 1989, des milliers de manifestants se dirigent vers le mur qui coupe depuis plus de 30 ans la ville de Berlin en deux mondes opposés. L'annonce vient de tomber officiellement : désormais, les Allemands de l'Est ont le droit de circuler librement vers la RFA. Mais quelles sont les raisons qui ont poussé les autorités de la future RDA à construire ce mur, pourquoi bâtir cette frontière quasi infranchissable entre l'Est et l'Ouest ?



Pour comprendre la situation, il est nécessaire de se replonger dans les arcanes de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Après avoir capitulé, l'Allemagne est divisée en quatre secteurs que se partagent les Alliés. La situation de Berlin, divisée elle aussi, est assez particulière car le district ouest contrôlé par les Alliés est enclavé dans la zone d'occupation des Soviétiques.

Cette coopération entre les Alliés ne tiendra seulement que jusqu'en 1948, date à laquelle l'Union Soviétique décide de suspendre sa participation au conseil de contrôle et manifeste sa volonté de récupérer Berlin. Une crise majeure ne tarde pas à éclater lorsque Staline instaure un blocus autour de la ville. Seul le pont aérien établi par les Américains et les Anglais va permettre aux Berlinoises de survivre. Outre l'aspect humanitaire de l'opération, le principal objectif est surtout de montrer la détermination des Occidentaux à ne pas lâcher prise et à ne pas céder Berlin-Ouest aux Soviétiques.

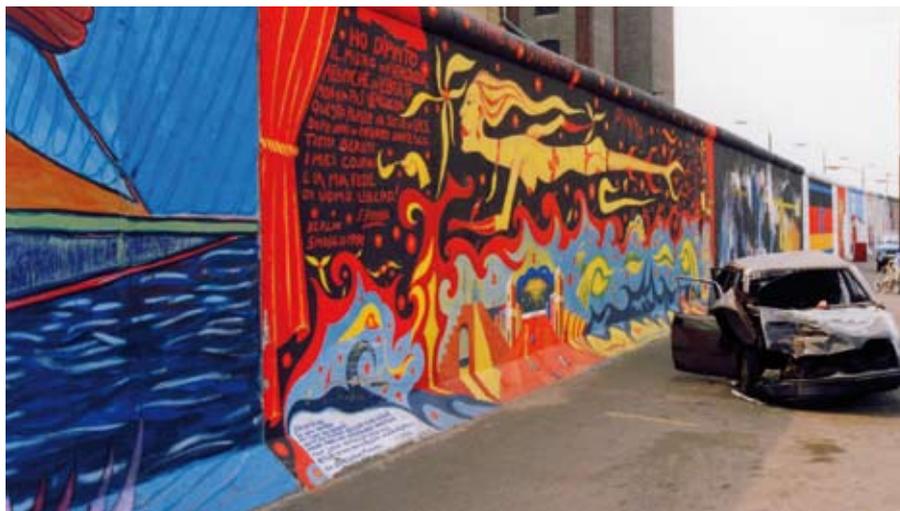
Un problème majeur

Le 7 octobre 1949, la zone d'occupation soviétique en Allemagne devient un État à part entière sous le nom de République Démocratique Allemande (RDA) et s'oppose à la République Fédérale Allemande (RFA) constituée

par les zones d'occupation américaine, anglaise et française. Berlin-Ouest devenu un Land est intégré au sein de la nouvelle République fédérale d'Allemagne en 1950, confortant ainsi son statut d'enclave occidentale au milieu d'un territoire contrôlé par la RDA.

Mais l'existence même de Berlin-Ouest constitue pour les Soviétiques un problème majeur car il est difficile de contrôler les 500.000 travailleurs frontaliers qui traversent chaque jour la ligne de démarcation berlinoise. Berlin-Ouest est également le principal espace de transit des Allemands de l'Est émigrant à l'Ouest. Des premières mesures sont prises afin d'enrayer ce phénomène migratoire dont l'instauration d'un contrôle de police aux 81 points d'accès, la coupure des lignes téléphoniques, le barrage des rues reliant les deux Berlin... De 1949 à 1961, 1.600.000 Allemands de l'Est se réfugient à l'Ouest en passant par Berlin malgré l'instauration du délit de « fuite de la République ».

L'URSS tente un nouveau coup le 27 novembre 1958 en lançant un ultimatum exigeant le départ des troupes occidentales dans les six mois pour faire de Berlin une « ville libre » démilitarisée, en menaçant, si ses exigences ne sont pas entendues, de signer un traité de paix séparé avec la RDA. Une nouvelle crise internationa-



© Creative Commons Daniel JOST

le commence et les nombreux pourparlers engagés d'aboutissent à rien.

Opération « muraille de Chine »

En 1961, La RDA, affolée par le flot de réfugiés et luttant pour sa sauvegarde sociale et économique, obtient des Soviétiques l'autorisation de supprimer la ligne de démarcation berlinoise en construisant un mur. Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, l'opération « muraille de Chine » est lancée. 25.000 militaires sont placés sur la ligne de démarcation, 67 des 81 points de passage sont désormais fermés et un mur de grillages et de barbelés érigé en plein Berlin va diviser, pendant près de 30 ans, la ville devenue le symbole de la guerre froide.

Sous prétexte de construire un « mur de protection antifasciste », des unités armées de la RDA encerclent Berlin-Ouest et remplacent, dès le 15 août, les barrières provisoires par un mur. Objet d'une préparation longue et minutieuse, ce mur de béton d'une hauteur de 3,5 mètres courant sur un parcours de 155 km est construit en peu de temps et est bordé de mines anti-personnelles, de pièges pour tanks, de barrières d'alarme... Les maisons situées à proximité de la frontières seront murées et leurs habitants expulsés, les rues menant d'un quartier à l'autre sont dépavées afin d'interrompre la circulation...

Les réseaux de communication ferroviaire et métropolitain entre Berlin-Ouest et Berlin-Est sont également bloqués. Les points de passage vont devenir rares et les étrangers n'auront pour pénétrer dans Berlin-Est que l'unique entrée située dans Friedrich Strasse : Checkpoint Charlie. Si les Occidentaux réagissent fort mollement au grand dam des 250.000 Berlinois de l'Ouest qui, eux, manifestent devant l'Hôtel de Ville en signe de protestation, c'est parce que le mur ne remet pas fondamentalement en cause les principes de l'accord, à savoir : liberté de circulation de la population de Ber-

lin-Ouest, présence occidentale dans la ville et le libre accès à Berlin-Ouest. Un des rares à s'opposer fermement fut Willy Brandt, bourgmestre de Berlin qui parle de crime contre le droit international et contre l'humanité.

Malgré tout, des milliers d'Allemands de l'Est vont toutefois tenter de franchir le mur, souvent au péril de leur vie. Le premier fugitif est abattu le 24 août. Il est estimé que d'août 1961 à mars 1989, 5.075 personnes vont réussir à s'évader de l'Est pour Berlin-Ouest par des moyens extrêmement diversifiés démontrant toute l'ingéniosité des fuyards (comme par exemple à la nage, en creusant des souterrains, en montgolfière, dans des valises...)

La situation extrêmement tendue atteint son paroxysme quand, le 25 octobre 1961, les gardes-frontières de RDA de Checkpoint Charlie exigèrent de contrôler des membres des forces alliées occidentales, qui désiraient se rendre en secteur soviétique, portant ainsi atteinte au droit de libre circulation, dont bénéficiaient tous les membres des forces d'occupation. Pendant trois jours, avant qu'un retrait mutuel ne soit décidé, les chars

« On avait l'impression d'entrer dans une ville qui sortait de la guerre »

Edmond LEGROS, professeur de sociologie à l'UCL

« On sentait depuis quelques temps que le Mur allait s'ouvrir, toutes les semaines on parlait de Berlin, du climat qui y régnait. On a décidé de partir en voiture par l'autoroute. Lorsqu'on est arrivé on a vu le mur qui existait toujours, impressionnant avec ses 3, 4 mètres de hauteur. Il y avait une ambiance extraordinaire. Il faisait moins 10 ° quand on a traversé Check Point Charlie. Une fois passé, c'est un contraste extraordinaire. On avait l'impression d'entrer dans une ville qui sortait de la guerre. Il y avait des traces d'obus, de balles...

J'ai vu des centaines de jeunes préparer des fêtes, copiner avec des soldats,

monter sur le mur. Beaucoup de gens essayaient de prendre un morceau ou un éclat du mur. J'ai pris la manivelle que j'avais dans mon coffre et même en tapant fort je n'ai pas eu un seul morceau. C'était du béton de la meilleure qualité. Côté Est on voyait le mur, des barbelés puis un chemin puis encore des barbelés. Ce qui était frappant c'est que l'Est n'était pas bien entretenu sauf le quartier historique. On est allé à l'extérieur de la ville et on voyait encore le mur en barbelés qui traversait la forêt.

Curieusement quand on compare les guides touristiques avant et après la chute du Mur, actuellement c'est à peine si on l'évoque ».

soviétiques et américains s'observèrent face à face prêts à tout moment à engager les représailles.

Gorbatchev, le tournant

Lorsque Mikhaïl Gorbatchev, père de la Perestroïka, annonce lors de sa visite en RFA en mai 1989 la fin de la doctrine de Brejnev, les pays de l'Est voient de nouvelles perspectives s'ouvrir à eux. C'est la Hongrie qui, la première, va ouvrir sa frontière avec l'Autriche et démonter ainsi le rideau de fer (voir calendrier). Parallèlement des courants d'opposition au régime se développent en Allemagne de l'Est et des manifestations s'organisent.

En 1989, le gouvernement de la RDA ne parvient plus à enrayer l'émigration transitant par la Tchécoslovaquie qui a finalement ouvert ses frontières avec l'Autriche. Lorsque le gouvernement de la RDA annonce, le 9 novembre 1989, sa décision d'autoriser «les voyages privés à destination de

l'étranger [...] sans aucune condition particulière», un véritable mouvement de foule arrive à la frontière que les douaniers ne parviennent plus à contrôler. Le Mur est tombé et cet événement annonce la future chute du communisme qui aura lieu deux ans plus tard. Le 12 septembre 1990, le Traité de Moscou rend à l'Allemagne sa pleine souveraineté tandis qu'on assiste, le 3 octobre 1990, à la réunification des deux Allemagne.

Il faudra près de deux ans, de fin 1989 à 1991, pour que le mur soit démantelé. Seuls subsistent dans la ville six pans de mur qui ont été conservés pour mémoire. Nombreux sont ceux qui ont gardé un souvenir du mur qu'il s'agisse de particuliers, de musées ou d'organisations comme la CIA ou le parlement européen...



©Creative Commons Daniel JOST

Fin du bloc Soviétique : calendrier

En raison du symbole qu'il représentait et d'une couverture médiatique importante, la chute du Mur de Berlin constitue l'élément emblématique de la fin du bloc soviétique. Un événement historique qui a été néanmoins rendu possible par l'ouverture, 6 mois avant, du rideau de fer par les autorités hongroises. La brèche était ouverte...

- **2 mai 1989**
Autriche-Hongrie
Démontage de quelques éléments du rideau de fer.
- **4 juin 1989**
Pologne
Elections partiellement libres, l'opposition obtient 35% des sièges.
- **27 juin 1989**
Hongrie Ouverture de la frontière avec l'Autriche.

- **Juillet 1989**
Début de la fuite de citoyens de la RDA vers l'Autriche via la Tchécoslovaquie et l'Hongrie.
- **Septembre 1989**
Hongrie RDA
Environ 10.000 citoyens de la RDA se trouvent en Hongrie pour passer à l'Ouest. La Hongrie refuse de renvoyer les citoyens de la RDA dans leur pays d'origine. Exode de citoyens de la RDA à l'Ouest via d'autres pays.
- **6 octobre 1989**
Gorbatchev en visite en RDA refuse de soutenir militairement le régime en place.
- **9 octobre 1989**
Grande manifestation à Leipzig, l'URSS déconseille toute répression aux dirigeants de la RDA.
- **18 octobre 1989**
RDA le président Erich Honecker démissionne.
Hongrie : abolition de la Constitution communiste.

- **9 novembre 1989**
Chute du mur de Berlin.
- **Décembre 1989**
Tchécoslovaquie : l'opposant Vaclav Havel est élu président .
Roumanie : Nicolas Ceausescu et son épouse sont fusillés.
- **1er juillet 1990**
Union monétaire, la RDA adopte le Deutschemark.
- **3 octobre 1990**
Réunification allemande.
- **Septembre 1991**
Indépendance des pays baltes.
- **7 décembre 1991**
Accord sur le traité de Maastricht qui jette les bases de l'Union européenne.
- **25 décembre 1991**
Fin de l'URSS.



“Le mur de Berlin était devenu le symbole de l’affrontement figé entre le monde communiste et capitaliste”

Questions à Pierre VERJANS, politologue à l’ULg

Quelle a été l’importance de la chute du mur de Berlin d’un point de vue symbolique ?

Même s’il a été construit bien après le début de la guerre froide, le mur de Berlin était devenu le symbole de l’affrontement figé entre le monde communiste et capitaliste. La chute du mur de Berlin symbolise la fin de cette période et le triomphe, en quelque sorte, du modèle libéral américain. Néanmoins, il y a là un paradoxe puisque la majorité des Allemands de l’Est qui font tomber le mur sont, pour la plupart, des anticapitalistes. En introduisant la liberté ils voulaient plus changer de système politique que de système économique. Il faut rappeler aussi que la chute du rideau de fer dans l’Europe de l’Est répond à des dynamiques particulières à chaque pays.

Quelle a été l’influence de cet événement sur la construction européenne ?

Son influence a été fondamentale. Il y a d’abord la réunification allemande. A l’époque beaucoup de pays se méfient fortement de ce projet qui bouleverse complètement l’équilibre européen. En contrepartie de la réunification, la France obtient, dès lors, la mise en place du traité de Maastricht qui crée l’Union européenne comme on la connaît actuellement et lance également l’Union économique et monétaire (UEM) devant conduire à la création de l’euro. Sur l’autel de la réunification, les Allemands ont dû se résoudre à abandonner le mark, ce qui n’était pas évident pour eux. Plus près de nous, l’élargissement de l’Union européen-

ne à l’Est en 2004 est également une conséquence directe de la chute du mur de Berlin et un aboutissement de la transition entre le système communiste et capitaliste.

Cet événement a-t-il permis un coup d’accélérateur au processus de mondialisation ?

Oui et non. Dans les pays Occidentaux, la mondialisation était déjà en cours depuis plusieurs années. En 1983, elle est déjà responsable de l’échec du programme commun en France, le dernier pays très à gauche en Europe occidentale avec Mitterrand à sa tête. Pour rappel, le gouvernement français voulait relancer l’économie par une politique de type « keynésienne » basée, entre autres, sur la relance de la consommation et la nationalisation de nombreux secteurs de l’économie. Mais, avec l’ouverture des frontières, le gouvernement français de l’époque doit faire face à deux problèmes qui vont mettre à mal sa politique: une fuite des capitaux vers l’étranger et une part de l’augmentation de la consommation qui va à l’achat des biens étrangers. Pour la gauche française et européenne, cet échec signe la fin d’une bonne part des illusions quant à la capacité du politique de peser sur les mécanismes économiques dans un espace territorial largement ouvert.

Pour revenir à la chute du Mur de Berlin, 1989 constitue une date charnière en ce qui concerne l’approfondissement du capitalisme au niveau mondial. Non seulement le mur s’effondre et dans la foulée le bloc soviétique, mais c’est aussi à cette

époque que la Chine s’ouvre définitivement au capitalisme tandis qu’il s’approfondit en Inde mais aussi en Amérique latine. En seulement quelques années, le capitalisme devient le système économique ultra dominant à l’échelle planétaire. D’un milliard de personnes à son service, il passe à 4 milliards, ce qui crée un déséquilibre énorme entre l’offre et la demande de main d’œuvre. La chute du mur de Berlin va donner une ampleur symbolique à ce nouvel ordre mondial.

Aujourd’hui, peut-on affirmer que la crise actuelle est une remise en cause de ce nouvel ordre mondial né en quelque sorte à la suite de la chute du mur de Berlin ?

Je note que par rapport à la crise actuelle, il n’y a pas, de la part des principaux dirigeants, une remise en cause fondamentale du capitalisme. Or, un des éléments explicatifs de la chute de l’empire soviétique est que le système communiste avait déjà perdu sa crédibilité par rapport à sa propre classe dirigeante. Nous ne sommes pas aujourd’hui dans cette configuration. Il y a, par contre, une critique du néolibéralisme qui passe par la nécessité de limiter la liberté des échanges en reconnaissant le rôle de l’Etat non pas nécessairement comme acteur, mais comme régulateur de l’économie.

Propos recueillis par P. Taquet